

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.581/2
DU 18 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 23 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État et portant certaines modifications relatives à la carrière dans les niveaux B, C et D", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Portée du projet

La carrière des agents de l'État fédéral fait l'objet d'une réforme en profondeur depuis plusieurs années. Une série d'arrêtés royaux ont été adoptés afin de régler la situation des agents titulaires de grades communs aux différentes administrations de l'État ⁽¹⁾.

Des règles particulières sont par ailleurs adoptées pour tenir compte des spécificités de certaines administrations, parmi lesquelles notamment le Service public fédéral (S.P.F.) Finances ⁽²⁾. La réforme des carrières du niveau A du S.P.F. Finances a fait l'objet de négociations au sein du Comité de secteur II qui se sont clôturées par un protocole du 27 juillet 2005. Ce protocole prévoit que la réforme se déroulera en deux phases.

⁽¹⁾ Voir notamment l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État; l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État; l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la carrière du niveau D des agents de l'État et portant diverses dispositions en matière de mesures de compétences et de formations certifiées; l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D.

⁽²⁾ Voir notamment l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances, qui a arrêté les échelles de traitement spécifiques attachées à certains grades particuliers du niveau 1 et à certains grades des niveaux B, C et D.

Pendant la première phase, les statuts pécuniaire et administratif existants des membres du personnel du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public ⁽³⁾ sont maintenus pour l'essentiel mais sont adaptés pour tenir compte des innovations introduites pour l'ensemble de la fonction publique fédérale ⁽⁴⁾. Ces adaptations maintiennent toutefois de nombreuses dérogations, conçues comme provisoires, aux règles communes de la fonction publique fédérale.

La deuxième phase débutera lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal prévu à l'article 5ter de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, qui dispose comme suit :

"Chaque fonction relevant du niveau A est rangée par Nous dans une classe de métiers par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions."

Une fois cet arrêté adopté et la pondération des différentes fonctions connue, l'organisation du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public sera revue en profondeur. Il sera alors mis fin aux dérogations actuellement en vigueur et les règles générales applicables à la fonction publique fédérale seront pleinement applicables au S.P.F. Finances et au Service des Pensions du Secteur public.

⁽³⁾ Celui-ci a été créé par la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public". Ainsi qu'il ressort des articles 3 et 32 de cette loi, le Service des Pensions du Secteur public est un organisme d'intérêt public de catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

⁽⁴⁾ C'est dans cette première phase qu'a été adopté l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant intégration dans le niveau A des titulaires d'un grade particulier du niveau 1 au Service public fédéral Finances et au Service des Pensions du Secteur public. Se rattachent également à cette première phase, un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances" faisant l'objet de l'avis 42.416/2, donné le 26 mars 2007, un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 1989 instaurant une prime de formation en faveur de certains agents du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances - Administration des pensions" faisant l'objet de l'avis 42.417/2, donné le 26 mars 2007, et un projet d'arrêté ministériel "portant modification de l'arrêté ministériel du 12 décembre 1978 accordant une allocation à certains agents du Ministère des Finances, lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur", faisant l'objet de l'avis 42.418/2, donné le 26 mars 2007.

L'arrêté royal en projet s'inscrit dans la première des deux phases distinguées ci-dessus. Il fait suite plus particulièrement à l'adoption de l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant intégration dans le niveau A des titulaires d'un grade particulier du niveau 1 au Service public fédéral Finances et au Service des Pensions du Secteur public, précité ⁽⁵⁾. Le projet est divisé en huit chapitres :

- "Chapitre I^{er} - Dispositions particulières concernant la carrière du niveau A" (articles 1^{er} à 6);
- "Chapitre II - Dispositions particulières relatives à l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État" (articles 7 à 12);
- "Chapitre III - Modification de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État" (articles 13 à 118 du projet);
- "Chapitre IV - Modification de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, Administration des Pensions, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'État" (articles 119 à 174);
- "Chapitre V - Modification de l'arrêté royal du 12 août 2003 instituant des comités de personnel au sein du Service public fédéral Finances" (article 175);
- "Chapitre VI - Modification de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du Ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État" (articles 176 à 185);

⁽⁵⁾ Voir en ce sens le procès-verbal de la réunion du conseil de direction du S.P.F. Finances du 9 février 2007, alinéa 3.

- "Chapitre VII - Modification de l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant intégration dans le niveau A des titulaires d'un grade particulier du niveau 1 au Service public fédéral Finances et au Service des Pensions du Secteur public" (article 186);
- "Chapitre VIII - Dispositions abrogatoires et finales" (articles 187 à 189).

Les deux premiers chapitres contiennent des dispositions dérogatoires concernant, d'une part les promotions et recrutements, et, d'autre part, l'exercice de fonctions supérieures. L'application de ces dispositions est limitée dans le temps, ainsi qu'il ressort des articles 188, 8 et 9, § 2, du projet.

Les autres chapitres contiennent essentiellement des adaptations de forme rendues nécessaires par les réformes récentes de la fonction publique fédérale générale (notamment celles contenues dans l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État) et par les réformes visant spécifiquement le S.P.F. Finances et le Service des Pensions du Service public (notamment la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public" et l'arrêté royal du 15 septembre 2006, précité).

Réserves quant à l'étendue de l'examen auquel il a été procédé

Compte tenu du délai imparti, de la complexité de la matière et de l'absence de rapport au Roi accompagnant le projet, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les dispositions du projet sont conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination. Il n'a pu être vérifié non plus si le projet assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations relatives à la carrière des agents. Il appartient aux auteurs du projet de vérifier soigneusement si ces principes et exigences sont respectés par le projet.

Par ailleurs, la circonstance que des observations sont formulées sur certaines dispositions du projet ne signifie pas que ces observations sont exhaustives, ni que les dispositions sur lesquelles il n'est pas fait d'observation échappent nécessairement à toute critique.

Sous ces réserves, l'arrêté royal en projet appelle les observations suivantes.

Compétence et base juridique

Dans la mesure où l'arrêté royal en projet concerne la carrière du personnel du S.P.F. Finances, il trouve sa base juridique dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Dans la mesure où il concerne la carrière du personnel du Service des Pensions du Secteur Public, il trouve sa base juridique dans l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, tel que remplacé par la loi-programme du 24 décembre 2002.

Application du projet dans le temps

Le projet comporte trois dispositions relatives à son application dans le temps, à savoir les articles 8, 9, § 2, et 188.

Il vaudrait mieux regrouper les règles énoncées dans ces trois dispositions dans une disposition unique (par exemple dans l'article 188 du projet) qui préciserait que :

- les articles 8 et 9 cesseront de produire leurs effets à la date du premier anniversaire de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 5^{ter} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État;

- les articles (il est indispensable d'identifier avec précision les articles visés par l'actuel article 188 du projet) produisent leurs effets du (...) au (...). L'indication de dates précises est requise. Il n'est pas admissible de renvoyer à l'exécution des plans de personnel 2005, 2006 et 2007, pareille technique ne permettant pas de comprendre la portée du texte à sa seule lecture.

Observations particulières

Intitulé

L'intitulé du projet encourt plusieurs reproches :

- il est peu adéquat de dire qu'un arrêté royal vise à "l'exécution" d'un autre arrêté royal;
- l'intitulé reflète de manière très incomplète le contenu du projet puisque celui-ci tend aussi à déroger sur de multiples points aux réglementations existantes;
- il ne ressort pas de l'intitulé que celui-ci vise seulement les membres du personnel du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public.

L'intitulé sera donc revu.

Préambule

Rappel des règles applicables

D'une manière générale, il faut citer dans le préambule d'un arrêté royal :

- les dispositions qui servent de fondement constitutionnel ou légal au projet; si une loi est citée à titre de fondement légal, il n'y a lieu de viser que la ou les dispositions qui constituent ce fondement, avec l'ensemble des modifications apportées à ces dispositions;

.../...

- tous les arrêtés royaux que l'arrêté en projet modifie ou abroge; ces arrêtés royaux doivent être cités en se référant à l'ensemble du texte (sans spécifier d'articles en particulier), en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ce texte a subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs.

Alinéa 2 nouveau (à insérer après l'alinéa 1^{er})

Dans la mesure où le projet concerne la carrière du personnel du Service des Pensions du Secteur public, il trouve son fondement légal dans l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954, précitée, tel que remplacé par la loi-programme du 24 décembre 2002. Il conviendra de faire mention de cette disposition dans un alinéa nouveau devenant l'alinéa 2.

Alinéas 2 à 6 (devenant les alinéas 3 à 7)

Dans les alinéas 2 à 6 (devenant les alinéas 3 à 7), il conviendra, par application des règles rappelées ci-dessus, de supprimer toutes les références à des articles particuliers, mais de mentionner toutes les modifications expresses et encore en vigueur que les arrêtés royaux en question ont subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs.

Dernier alinéa (ministres proposant)

Le Ministre du Budget figurant parmi les signataires du projet, il devra également être mentionné parmi les ministres proposant le projet.

Dispositif

Observations rédactionnelles générales

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa. Il n'en va autrement que si l'article comporte un nombre élevé d'alinéas, ce qui complique les références et les modifications.

Il vaudrait donc mieux omettre la subdivision en paragraphes, notamment des articles 3, 4, 12, 19, 22 et 131 du projet. Les actuelles références aux paragraphes de ces articles devront être remplacées par des références aux alinéas de ceux-ci.

2. En ce qui concerne les phrases liminaires d'articles prévoyant une modification, un remplacement ou une abrogation, il y a lieu de souligner que l'historique des dispositions à modifier, à remplacer ou à abroger doit être indiqué correctement. Cela signifie notamment qu'il faut uniquement faire référence aux modifications encore en vigueur de l'article à modifier, à remplacer ou à abroger. De plus, lorsqu'un article ou une disposition a précédemment été remplacé dans son entier, il convient d'écrire "remplacé par" au lieu de "modifié par" ⁽⁶⁾. Les auteurs du projet sont invités à vérifier si ces règles sont appliquées correctement pour toutes les dispositions auxquelles il est apporté une modification, ou qui sont remplacées ou abrogées par le texte en projet.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} intitule de la même manière, "règlement organique", plusieurs arrêtés royaux différents.

Si, s'agissant du 2/, la différence entre les deux arrêtés royaux mentionnés sous a) et sous b) ne pose pas de problème puisque la référence qui y est faite concerne deux périodes différentes, il n'en va pas de même en ce qui concerne la différence entre le 1/ et le 2/.

⁽⁶⁾ Voir en ce sens l'avis 37.348/1, donné le 24 juin 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 août 2004, précité.

Il se déduit du projet que cette identité d'intitulé pour deux arrêtés différents s'explique par le fait que chacun des arrêtés royaux mentionnés au 1/ et au 2/ a un champ d'application, *ratione materiae*, différent : celui mentionné au 1/ s'applique aux agents concernés qui appartiennent au S.P.F. Finances et ceux mentionnés au 2/ s'applique aux agents concernés de l'ancienne administration des pensions du ministère des Finances et aujourd'hui affectés au Service des Pensions du Secteur public.

Il n'en reste pas moins qu'il y a lieu de les identifier de manière différente, à défaut de quoi, formellement, l'usage du syntagme "règlement organique" se prête à deux sens différents, ce qui n'est pas heureux du point de vue de la clarté du texte.

La disposition sera revue en conséquence.

Sous cette réserve, comme en a convenu le délégué du ministre, il convient d'insérer le mot "et" entre le 1/ et le 2/.

Les mêmes observations valent, *mutatis mutandis*, pour l'article 7, 1/.

Article 12

Le texte gagnerait en clarté si, au début du paragraphe 1^{er} (devenant l'alinéa 1^{er}), les mots "à l'exercice d'une fonction supérieure" étaient insérés après les mots "La désignation". Le délégué du ministre a marqué son accord à ce sujet.

Article 16

À l'article 16 du projet (article 9, en projet), la phrase liminaire de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit, ce dont a convenu le délégué du ministre :

"L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable".

.../...

Le 1/ de cet alinéa 2 serait en outre mieux rédigé comme suit :

"1/ aux promotions aux Services généraux, pour lesquelles les candidats peuvent faire valoir aussi bien les épreuves organisées en vue de l'attribution de ces promotions, que les épreuves qu'ils ont réussies dans une autre administration ou dans un autre service du Service public fédéral Finances et qui conduisent à des grades identiques, des titres équivalents ou aux mêmes échelles de traitement".

Article 20

L'attention des auteurs du projet est attirée sur ce que l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, mentionné à l'article 20, 1/, du projet, a été abrogé par l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative ⁽⁷⁾, qui est entré en vigueur le 29 janvier 2007.

L'article 20, 1/, du projet, de même que toutes les autres dispositions du projet ayant trait à la mobilité du personnel (voir notamment l'article 132, 1/, du projet), devront être revus en fonction des dispositions de l'arrêté royal du 15 janvier 2007, précité.

Article 23

Comme en a convenu le délégué du ministre, il vaut mieux remplacer les mots "mouvements de nomination", figurant dans l'article 14*bis* en projet, par les mots "procédures de nomination".

La même observation vaut pour l'article 49 (article 31, alinéa 1^{er}, en projet).

⁽⁷⁾ Voir l'article 62 de cet arrêté.

Article 40

À l'article 40, 8/, du projet (article 25*bis*, § 5, en projet), dans la dernière phrase, il conviendra de préciser à quel type d'organe le mandat en question peut être conféré par le Comité de direction.

Article 41

Dans l'article 41, 5/, du projet (article 25*ter*, § 3, alinéa 3, en projet), dans la version néerlandaise du texte, le mot "voorkeur" sera remplacé, de l'accord du délégué du ministre, par le mot "voorrang".

Article 42

La fin de l'article 42 (article 25*quater*/2, alinéa 2, en projet), serait mieux rédigée comme suit :

"(...) et, à leur retour, à un emploi auquel leur grade ou titre et classe de métiers sont attachés".

Article 48

À l'article 48, 2/, du projet (article 30, § 2, alinéa 2, en projet), dans la version française, les mots "il n'est tenu compte" trouveraient mieux leur place entre les mots "il est prévu une épreuve spécifique" et "que de l'ancienneté de classe".

Le texte néerlandais devrait être revu conformément à la suggestion formulée dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 54

1. À l'article 36, § 2, en projet, il est prévu que la notification de la décision de dérogation doit être motivée. Mieux vaut faire apparaître cette idée dès l'alinéa 1^{er} de ce paragraphe, et non à l'alinéa 2 comme actuellement prévu.

2. À l'article 36, § 2, alinéas 2, 3 et 4, dans la version française du texte, il serait plus clair d'écrire "que ce Comité a mandaté" (plutôt que : "qu'il a mandaté").

3. Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, à l'article 36, § 2, alinéa 4, les mots "la décision motivée" doivent être remplacés par les mots "l'avis motivé".

4. De l'accord du délégué du ministre, les mots "accordé non conformément à l'avis du comité de personnel" seront remplacés par les mots "accordé de l'avis non conforme du Comité de direction ou du comité du personnel".

Articles 101 et 103

À l'article 101, au point C de l'annexe en projet, l'alinéa 2 n'a pas de portée normative et ne peut dès lors pas figurer comme tel dans un texte réglementaire. Il convient de supprimer cet alinéa et de remplacer, dans l'alinéa 3, les mots "visés à l'alinéa 2" par une explication correspondant au contenu de l'alinéa supprimé.

La même observation vaut pour l'article 103, 5/ et 6/, du projet.

Intitulé du Chapitre IV, Section I

Dans la version française du texte, l'intitulé du chapitre IV, section I, serait mieux libellé comme suit :

"Modifications faisant suite à l'introduction des nouvelles carrières".

.../...

Article 143

Dans la version française de l'article 45, alinéa 1^{er}, en projet, après les mots "et comptent moins de trois ans", il convient d'ajouter, de l'accord du délégué du ministre, les mots "d'ancienneté".

Article 149

Dans la version française de l'article 58, en projet, il vaudrait mieux remplacer le mot "continûment" par les mots "sans interruption".

Intitulé du chapitre IV, section II

Dans la version française du texte, l'intitulé du chapitre IV, section II, serait mieux libellé comme suit :

"Modifications faisant suite à la création du Service des Pensions du Secteur Public".

Article 189

En ce qui concerne la rétroactivité que l'article 189 envisage de donner à différentes dispositions du projet, il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il ressort des explications fournies par le délégué du ministre que l'entrée en vigueur de la plupart des dispositions projetées est fixée au 1^{er} décembre 2004 parce qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 4 août 2004, précité ⁽⁸⁾. L'intention, en fixant l'entrée en vigueur du projet à cette date, serait d'aligner la situation des titulaires de grades particuliers sur celle des titulaires de grades communs ⁽⁹⁾.

Quant aux dates d'entrée en vigueur prévues respectivement par les premier, deuxième et troisième tirets de l'article 189 du projet (1^{er} janvier 2002, 1^{er} juin 2002 et 1^{er} octobre 2002), il s'agit des dates d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 3 mars 2005, précité et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, respectivement pour les dispositions relatives au niveau D, au niveau C et au niveau B ⁽¹⁰⁾.

Quant à la date prévue au quatrième tiret de l'article 189 du projet (1^{er} janvier 2006), il s'agit de la date d'entrée en vigueur de la loi du 12 janvier 2006, précitée ⁽¹¹⁾.

La rétroactivité prévue par l'article 189 du projet répond donc à un souci de cohérence dans l'application de la réforme des carrières des agents du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public. Il appartient toutefois aux auteurs du projet de vérifier que cette rétroactivité n'influence pas de manière défavorable la situation administrative ou pécuniaire des agents concernés.

⁽⁸⁾ Voir l'article 242 de cet arrêté.

⁽⁹⁾ Voir l'article 21 de l'arrêté royal du 15 septembre 2006, précité : "Sauf disposition autre prise par Nous, l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État est d'application pour les titulaires d'un grade commun du niveau 1".

⁽¹⁰⁾ Voir l'article 221 de cet arrêté royal.

⁽¹¹⁾ Voir l'article 69 de cette loi.

Exécutoire

Le projet doit être complété avec une disposition désignant les ministres chargés de l'exécution de l'arrêté projeté (exécutoire). Les Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté devront être les mêmes que ceux qui le proposent et le contresignent.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.581/2
van 18 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel en houdende sommige wijzigingen met betrekking tot de loopbaan in de niveaus B, C en D", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Reikwijdte van het ontwerp

De loopbaan van het personeel van de federale overheid wordt reeds verscheidene jaren ingrijpend hervormd. Er is een reeks koninklijke besluiten uitgevaardigd om de situatie te regelen van de personeelsleden die bekleed zijn met een aan de verschillende rijksbesturen gemeenschappelijke graad ⁽¹⁾.

Daarnaast zijn specifieke regels uitgevaardigd teneinde rekening te houden met de specifieke kenmerken van bepaalde besturen, waaronder de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën ⁽²⁾. Over de hervorming van de loopbanen van niveau A

⁽¹⁾ Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen; het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel; het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de loopbaan van niveau D van het Rijkspersoneel en houdende diverse bepalingen betreffende de competentiemetingen en de gecertificeerde opleidingen; het koninklijk besluit van 22 november 2006 houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D.

⁽²⁾ Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën, waarbij de specifieke weddeschalen verbonden aan sommige graden van niveau 1 en aan sommige graden van de niveaus B, C en D zijn vastgesteld.

van de FOD Financiën zijn in sectorcomité II onderhandelingen gevoerd die afgesloten zijn met een protocol van 27 juli 2005. Dit protocol bepaalt dat de hervorming in twee fasen plaatsheeft.

Tijdens de eerste fase worden de bestaande bezoldigingsregeling en het bestaande administratief statuut van het personeel van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector ⁽³⁾ voor het grootste deel gehandhaafd, maar worden ze aangepast om rekening te houden met de vernieuwingen die voor alle federale overheidsdiensten ⁽⁴⁾ zijn ingevoerd. Met deze aanpassingen worden evenwel talrijke afwijkingen van de gemeenschappelijke bepalingen voor de federale overheidsdiensten, die als voorlopige afwijkingen opgevat zijn, behouden.

De tweede fase zal aanvangen bij de inwerkingtreding van het koninklijk besluit waarin artikel 5ter van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel voorziet, dat het volgende bepaalt :

⁽³⁾ Deze is opgericht bij de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "Pensioendienst voor de Overheidssector". Zoals blijkt uit de artikelen 3 en 32 van deze wet is de Pensioendienst voor de Overheidssector een instelling van openbaar nut die is ingedeeld bij categorie A als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

⁽⁴⁾ In deze eerste fase is het koninklijk besluit van 15 september 2006 houdende de integratie in het niveau A van de titularissen van een bijzondere graad van het niveau 1 bij de Federale Overheidsdienst Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector uitgevaardigd. Een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën", waarover op 26 maart 2007 advies 42.216/2 gegeven is, een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 september 1989 tot instelling van een vormingspremie ten gunste van sommige personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën en van het Ministerie van Financiën - Administratie der Pensioenen", waarover op 26 maart 2007 advies 42.217/2 is uitgebracht, en een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 december 1978 tot instelling van een toelage voor sommige ambtenaren van het Ministerie van Financiën die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau" waarover advies 42.418/2 handelt dat op 26 maart 2007 is gegeven, behoren eveneens tot deze eerste fase.

"Elke functie ingedeeld in niveau A, wordt door Ons in een vakklasse ingedeeld, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de minister die de ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft."

Zodra dit besluit is uitgevaardigd en de weging van de verschillende functies bekend is, zal de organisatie van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector grondig worden herzien. Dan wordt een einde gemaakt aan de afwijkingen die thans van kracht zijn en gelden onverkort de algemene bepalingen die op de federale overheidsdiensten van toepassing zijn, voor de FOD Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector.

Het ontworpen koninklijk besluit sluit aan bij de eerste van de twee fasen die hierboven onderscheiden zijn. Het ligt inzonderheid in het verlengde van de uitvaardiging van het voornoemde koninklijk besluit van 15 september 2006 houdende de integratie in het niveau A van de titularissen van een bijzondere graad van het niveau 1 bij de Federale Overheidsdienst Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector ⁽⁵⁾. Het ontwerp is ingedeeld in acht hoofdstukken:

- "Hoofdstuk I - Bijzondere bepalingen met betrekking tot de loopbaan van het niveau A" (artikelen 1 tot 6);
- "Hoofdstuk II - Bijzondere bepalingen met betrekking tot de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen" (artikelen 7 tot 12);
- "Hoofdstuk III - Wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel" (artikelen 13 tot 118 van het ontwerp);
- "Hoofdstuk IV - Wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën,

⁽⁵⁾ Zie in deze zin de notulen van de vergadering van de directieraad van de FOD Financiën van 9 februari 2007, derde lid.

Administratie der pensioenen en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel" (artikelen 119 tot 174);

- "Hoofdstuk V - Wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 2003 tot oprichting van personeelscomités bij de Federale Overheidsdienst Financiën" (artikel 175);
- "Hoofdstuk VI - Wijziging van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen" (artikelen 176 tot 185);
- "Hoofdstuk VII - Wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 2006 houdende de integratie in het niveau A van de titularissen van een bijzondere graad van het niveau 1 bij de Federale Overheidsdienst Financiën en de Pensioendienst voor de overheidssector" (artikel 186);
- "Hoofdstuk VIII - Opheffings- en slotbepalingen" (artikelen 187 tot 189).

De eerste twee hoofdstukken bevatten afwijkingsbepalingen betreffende bevorderingen en aanwervingen enerzijds en de uitoefening van een hoger ambt anderzijds. De toepassing van deze bepalingen is beperkt in de tijd, zoals blijkt uit de artikelen 188, 8 en 9, § 2, van het ontwerp.

De andere hoofdstukken bevatten hoofdzakelijk vormaanpassingen die noodzakelijk zijn wegens de recente hervormingen van de algemene federale overheidsdiensten (inzonderheid die welke vervat zijn in het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel) en wegens de hervormingen die specifiek betrekking hebben op de FOD Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector (inzonderheid de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "Pensioendienst voor de Overheidssector" en het voormelde koninklijk besluit van 15 september 2006).

Voorbehoud ten aanzien van de omvang
van het onderzoek dat is verricht

Gelet op de toegemeten termijn, de complexiteit van de aangelegenheid en het gebrek aan een verslag aan de Koning bij het ontwerp, is het niet mogelijk geweest na te gaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie. Er is evenmin kunnen worden onderzocht of het ontwerp zorgt voor de noodzakelijke samenhang met de andere regelgevingen betreffende de loopbaan van ambtenaren. De stellers van het ontwerp behoren zorgvuldig na te gaan of met het ontwerp deze beginselen en vereisten in acht worden genomen.

Wanneer bovendien over sommige bepalingen van het ontwerp opmerkingen worden gemaakt, betekent dit niet dat deze opmerkingen exhaustief zijn, noch dat de bepalingen waarover geen opmerking is gemaakt noodzakelijkerwijs niet aan kritiek blootstaan.

Onder dit voorbehoud geeft het ontworpen koninklijk besluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid en juridische basis

Voor zover het ontworpen koninklijk besluit de loopbaan van het personeel van de FOD Financiën betreft, ontleent het zijn rechtsgrond aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Voor zover het betrekking heeft op de loopbaan van het personeel van de Pensioendienst voor de Overheidssector, vindt het rechtsgrond in artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, zoals het is vervangen bij de programmawet van 24 december 2002.

Toepassing van het ontwerp in de tijd

Het ontwerp omvat drie bepalingen betreffende de toepassing ervan in de tijd, namelijk de artikelen 8, 9, § 2, en 188.

De in deze drie bepalingen vervatte regels zouden beter in een enige bepaling worden samengebracht (bijvoorbeeld in artikel 188 van het ontwerp), waarin het volgende zou staan :

- de artikelen 8 en 9 houden op uitwerking te hebben een jaar na de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 5ter van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;
- de artikelen (het is noodzakelijk nauwkeurig aan te geven welke artikelen bedoeld worden in het huidige artikel 188 van het ontwerp) hebben uitwerking van (...) tot (...). Er moeten precieze data worden vermeld. Het is niet aanvaardbaar te verwijzen naar de uitvoering van de personeelsplannen 2005, 2006 en 2007, daar met zo'n werkwijze de strekking van de tekst niet onmiddellijk bij het lezen ervan kan worden begrepen.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het opschrift van het ontwerp brengt verschillende bezwaren mee :

- het is weinig gepast te stellen dat een koninklijk besluit vastgesteld is tot uitvoering van een ander koninklijk besluit;
- het opschrift geeft op een zeer onvolledige wijze de inhoud van het ontwerp weer, aangezien dit er ook toe strekt op talrijke punten af te wijken van de bestaande regelgevingen;
- uit het opschrift blijkt niet dat het alleen betrekking heeft op de personeelsleden van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector.

.../...

Het opschrift moet dus worden herzien.

Aanhef

Herinnering van de toepasselijke regels

In het algemeen moet in de aanhef van een koninklijk besluit worden verwezen naar :

- de bepalingen die de grondwettelijke of wettelijke basis van het ontwerp vormen; wanneer een wet als rechtsgrond wordt aangevoerd, wordt alleen verwezen naar de bepaling of bepalingen die de rechtsgrond ervan uitmaken, met opgave van alle wijzigingen die in die bepalingen zijn aangebracht;
- alle koninklijke besluiten die door het ontworpen besluit worden gewijzigd of opgeheven; bij de verwijzing naar deze koninklijke besluiten (zonder artikelen in het bijzonder te specificeren), worden alle uitdrukkelijke en nog van kracht zijnde wijzigingen vermeld die deze tekst heeft ondergaan en die nog van kracht zijn, maar alleen onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten.

Nieuw tweede lid (in te voegen na het eerste lid)

Voor zover het ontwerp betrekking heeft op de loopbaan van het personeel van de Pensioendienst voor de Overheidssector, vindt het rechtsgrond in artikel 11, § 1, van de voormelde wet van 16 maart 1954, zoals het is vervangen bij de programmawet van 24 december 2002. Deze bepaling moet worden vermeld in een nieuw lid dat het tweede lid wordt.

Tweede tot zesde lid (die het derde tot zevende lid worden)

In het tweede tot het zesde lid (die het derde tot zevende lid worden) moeten met toepassing van de regels waarop hierboven gewezen is alle verwijzingen naar

.../...

afzonderlijke artikelen worden geschrapt, doch moeten alle uitdrukkelijke en nog van kracht zijnde wijzigingen worden vermeld die koninklijke besluiten in kwestie hebben ondergaan, maar alleen onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten.

Laatste lid (voordragende Ministers)

Daar de Minister van Begroting behoort tot de ondertekenaars van het ontwerp, moet hij eveneens worden vermeld bij de Ministers die het ontwerp voordragen.

Dispositief

Algemene redactionele opmerkingen

1. Een indeling in paragrafen is niet verantwoord als elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Ze is wel verantwoord als een artikel zo veel leden bevat dat ernaar verwijzen en het aanbrengen van wijzigingen erdoor bemoeilijkt worden.

Het is dus beter de indeling in paragrafen te laten vervallen, inzonderheid van de artikelen 3, 4, 12, 19, 22 en 131 van het ontwerp. De huidige verwijzingen naar de paragrafen van deze artikelen moeten worden vervangen door verwijzingen naar de leden ervan.

2. Met betrekking tot de inleidende zinnen van wijzigende, vervangende of opheffende artikelen, moet erop worden gewezen dat de wetshistoriek van de te wijzigen, te vervangen of op te heffen bepalingen correct dient te worden weergegeven. Dit betekent onder meer dat enkel moet worden gerefereerd aan de nog geldende wijzigingen van het te wijzigen, te vervangen of op te heffen artikel, en dat wanneer een artikel of een bepaling voorheen integraal is vervangen, er dient te worden geschreven "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij". ⁽⁶⁾ De stellers van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of

⁽⁶⁾ Zie in deze zin advies 37.348/1, gegeven op 24 juni 2004, over een ontwerp dat heeft geleid tot het voornoemde koninklijk besluit van 4 augustus 2004.

deze regels correct toegepast zijn voor alle bepalingen waarin een wijziging wordt aangebracht, of die worden vervangen of opgeheven door de ontworpen tekst.

Artikel 1

In artikel 1 worden verschillende koninklijke besluiten betiteld als "organiek reglement".

In verband met onderdeel 2/ doet het verschil tussen de twee koninklijke besluiten vermeld onder a) en onder b) geen probleem rijzen, aangezien de verwijzing aldaar twee verschillende periodes behelst, maar dit geldt niet voor het verschil tussen onderdeel 1/ en onderdeel 2/.

Uit het ontwerp valt af te leiden dat het gebruik van hetzelfde opschrift voor twee onderscheiden besluiten hierdoor kan worden verklaard dat elk van de in onderdeel 1/ en onderdeel 2/ vermelde koninklijke besluiten een verschillend toepassingsgebied *ratione materiae* heeft: het koninklijk besluit vermeld in onderdeel 1/ is van toepassing op de betrokken personeelsleden die behoren tot de FOD Financiën en de koninklijke besluiten die worden vermeld in onderdeel 2/ zijn van toepassing op de betrokken personeelsleden van de vroegere Administratie van Pensioenen van het Ministerie van Financiën die thans opgenomen zijn in de Pensioendienst voor de Overheidssector.

Niettemin moeten ze op een verschillende wijze worden aangegeven, zo niet kan de constituent "organiek reglement" uit formeelrechtelijk standpunt zich tot twee verschillende betekenissen lenen, wat niet erg geslaagd is uit een oogpunt van duidelijkheid van de tekst.

De bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Onder dit voorbehoud moet het woord "en" tussen onderdeel 1/ en onderdeel 2/ worden ingevoegd. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

.../...

Dezelfde opmerkingen gelden mutatis mutandis voor artikel 7, 1/.

Artikel 12

De tekst zou aan duidelijkheid winnen indien aan het begin van paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) de woorden "voor de uitoefening van een hoger ambt" worden ingevoegd na de woorden "de aanstelling". De gemachtigde van de Minister heeft hiermee ingestemd.

Artikel 16

Met goedvinden van de gemachtigde van de Minister zou in artikel 16 van het ontwerp (ontworpen artikel 9) de inleidende zin van het tweede lid beter als volgt worden geredigeerd :

"Het eerste lid is niet van toepassing".

Onderdeel 1/ van dit tweede lid zou bovendien beter als volgt worden geredigeerd :

"1/ op bevorderingen bij de Algemene Diensten, waarvoor gegadigden zowel de examens kunnen aanvoeren afgenomen met het oog op toekenning van die bevorderingen, als de examens waarvoor ze in een andere administratie of dienst van de Federale Overheidsdienst Financiën geslaagd zijn en die leiden tot dezelfde graden, gelijkwaardige titels of dezelfde weddeschalen."

Artikel 20

De stellers van het ontwerp worden er opmerkzaam op gemaakt dat het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten dat is vermeld in artikel 20, 1/, van het ontwerp, opgeheven is bij het koninklijk besluit van 15 januari 2007 betreffende de mobiliteit van de statutaire

.../...

ambtenaren in het federaal administratief openbaar ambt ⁽⁷⁾, dat op 29 januari 2007 in werking is getreden.

Artikel 20, 1/, van het ontwerp, alsmede alle andere bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de mobiliteit van het personeel (zie inzonderheid artikel 132, 1/, van het ontwerp), moeten worden herzien op grond van de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 2007.

Artikel 23

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 14*bis* het woord "benoemingsbewegingen" beter wordt vervangen door het woord "benoemingsprocedures".

Hetzelfde geldt voor artikel 49 (ontworpen artikel 31, eerste lid).

Artikel 40

In de laatste zin van artikel 40, 8/, van het ontwerp (ontworpen artikel 25*bis*, § 5) moet worden aangegeven aan welk type van orgaan de bewuste machtiging door het Directiecomité kan worden verleend.

⁽⁷⁾ Zie artikel 62 van dit besluit.

Artikel 41

In de Nederlandse versie van artikel 41, 5/, van het ontwerp (ontworpen artikel 25^{ter}, § 3, derde lid) moet het woord "voorkeur" met goedvinden van de gemachtigde van de Minister worden vervangen door het woord "voorrang".

Artikel 42

Aan het slot van artikel 42 (ontworpen artikel 25^{quater}/2, tweede lid) schrijve men :

"(...) waaraan hun graad of titel en hun vakklasse zijn verbonden".

Artikel 48

Artikel 48, 2/, van het ontwerp (ontworpen artikel 30, § 2, tweede lid) zou als volgt gesteld moeten worden: "Voor de ambtenaar overgeplaatst in een betrekking die overeenstemt met een titel of graad waarvoor bij de Federale Overheidsdienst Financiën een specifiek examen is voorgeschreven, wordt alleen rekening gehouden met de klasseanciënniteit of graadanciënniteit die hij heeft verkregen vanaf de datum waarop hij ten gevolge van die overplaatsing die betrekking bekleedt."

Artikel 54

1. In het ontworpen artikel 36, § 2, wordt bepaald dat de kennisgeving van de beslissing tot afwijking gemotiveerd moet worden. Het is beter dit idee onmiddellijk in het eerste lid van deze paragraaf weer te geven en niet in het tweede lid, zoals thans het geval is.

2. In de Franse versie van artikel 36, § 2, tweede, derde en vierde lid, zou het duidelijker zijn te schrijven "que ce Comité a mandaté" (veeleer dan : "qu'il a mandaté").

3. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat in artikel 36, § 2, vierde lid, de woorden "de gemotiveerde beslissing" moeten worden vervangen door de woorden "het gemotiveerde advies".

4. In overeenstemming met de gemachtigde van de Minister moeten de woorden "die niet overeenstemt met het advies van het personeelscomité" worden vervangen door de woorden "toegekend na het andersluidende advies van het directiecomité of van het personeelscomité".

Artikelen 101 en 103

Het tweede lid van artikel 101, C, van de ontworpen bijlage heeft geen normatieve strekking en mag bijgevolg niet als zodanig in een reglementaire tekst voorkomen. Dit lid moet vervallen en in het derde lid moeten de woorden "bedoeld in de tweede lid" worden vervangen door een uitleg die overeenstemt met de inhoud van het vervallen lid.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 103, 5/ en 6/.

Opschrift van hoofdstuk IV, afdeling I

In de Franse versie van de tekst zou het opschrift van hoofdstuk IV, afdeling I, beter als volgt luiden :

"Modifications faisant suite à l'introduction des nouvelles carrières".

Artikel 143

In de Franse versie van het ontworpen artikel 45, eerste lid, moeten, in overeenstemming met de gemachtigde van de minister, na de woorden "et comptent moins de trois ans" de woorden "d'ancienneté" worden toegevoegd.

Artikel 149

In de Franse versie van het ontworpen artikel 58 is het beter het woord "continûment" te vervangen door de woorden "sans interruption".

Opschrift van hoofdstuk IV, afdeling II

In de Franse versie van de tekst zou het opschrift van hoofdstuk IV, afdeling II, beter als volgt worden gesteld :

"Modifications suite à la création du Service des Pensions du Secteur Public".

Artikel 189

Wat betreft de terugwerking die artikel 189 aan verschillende bepalingen van het ontwerp beoogt te verlenen, moet eraan worden herinnerd dat als algemeen rechtsbeginsel geldt dat administratieve handelingen geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien geen zulke wet die terugwerkende kracht toestaat, kan terugwerking alleen uitzonderlijk worden aanvaard wanneer ze meer bepaald noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voor zover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen.

Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de Minister blijkt dat de meeste geplande bepalingen in werking treden op 1 december 2004 omdat het gaat om de datum van inwerkingtreding van het voornoemde koninklijk besluit van 4 augustus 2004 ⁽⁸⁾. Door het ontwerp op deze datum in werking te laten treden, zou

⁽⁸⁾ Zie artikel 242 van dat besluit.

worden beoogd de situatie van de titularissen van bijzondere graden af te stemmen op die van de titularissen van gemene graden ⁽⁹⁾.

Wat betreft de data van inwerkingtreding die respectievelijk zijn bepaald onder het eerste, tweede en derde streepje van artikel 189 van het ontwerp (1 januari 2002, 1 juni 2002 en 1 oktober 2002), dit zijn de data van inwerkingtreding van het voornoemde koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het voornoemde koninklijk besluit van 5 september 2002, respectievelijk voor de bepalingen betreffende niveau D, niveau C en niveau B ⁽¹⁰⁾.

De datum onder het vierde streepje van artikel 189 van het ontwerp (1 januari 2006) is de datum van inwerkingtreding van de voormelde wet van 12 januari 2006 ⁽¹¹⁾.

De terugwerking waarin artikel 189 van het ontwerp voorziet beantwoordt dus aan een streven naar coherentie in de toepassing van de hervorming van de loopbanen van de personeelsleden van de FOD Financiën en van de Dienst voor Overheidspensioenen. Het staat evenwel aan de stellers van het ontwerp na te gaan of die terugwerkende kracht geen ongunstige weerslag heeft op de administratieve of geldelijke toestand van de betrokken personeelsleden.

⁽⁹⁾ Zie artikel 21 van het genoemde koninklijk besluit van 15 september 2006: "Behoudens door Ons aangenomen andersluidende bepaling is voor de titularissen van een gemene graad van het niveau 1 het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel van toepassing".

⁽¹⁰⁾ Zie artikel 221 van dit koninklijk besluit.

⁽¹¹⁾ Zie artikel 69 van die wet.

Uitvoeringsbepaling

Het ontwerp behoort te worden aangevuld met een bepaling waarin wordt aangegeven welke Ministers belast zijn met de uitvoering van het geplande besluit (uitvoeringsbepaling). De met de uitvoering van het besluit belaste Ministers moeten dezelfde zijn als degenen die het voordragen en medeondertekenen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS